

<https://www.snetap-fsu.fr/Coups-de-chaud-sur-l-enseignement-agricole-public.html>



# Coups de chaud sur l'enseignement agricole public

- Nos Actions - Le SNETAP-FSU dans les instances - Comité Social d'Administration de l'Enseignement Agricole (CSA EA) -

Date de mise en ligne : mardi 23 juin 2026

---

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

---

# DECLARATION LIMINAIRE CSA Enseignement Agricole



Alors qu'un nouvel épisode de canicule s'annonce pour ce milieu et cette fin de semaine alors que les épreuves d'examens se poursuivent et que les équipes oeuvrent au quotidien dans les établissements, ce CSA EA est l'occasion de revenir sur celui du mois de mai qui a marqué et les esprits et les corps tant la plupart de nos établissements ne sont pas prévus, adaptés pour subir de telles chaleurs. On regrettera également vivement non seulement l'absence de plan national, régional et très souvent local pour essayer d'adapter nos activités, nos formes de travail à ces températures qui ont véritablement fait souffrir les communautés éducatives, mais ne serait ce qu'une simple communication institutionnelle...

Ce coup de chaud sur l'enseignement agricole public peut aussi s'entendre au figuré tant les situations de tensions sont nombreuses dans notre système éducatif en cette année scolaire finissante. Un coup de chaud social car ce sont successivement les AED et les [AESH](#) qui ont été appelé.es à se mobiliser pour dénoncer la précarité dans laquelle elles et ils sont maintenu.es. Tout d'abord pour les AED qui se sont mobilisé.es le 27 mai dernier devant la [DGER](#) et qui ont cessé le travail dans de nombreux établissements. Personnels indispensables au bon fonctionnement des [EPL](#), des internats, ces collègues subissent la précarité (le [SMIC](#) vient de les rattraper et elles et ils perçoivent désormais une indemnité différentielle - non comprise dans le calcul de leur future maigre pension), la faiblesse de leur formation et pour les collègues en [CDI](#), iels attendent leur revalorisation triennale depuis près de 10 mois. Ce sont aussi les [AESH](#) qui attendent que l'on respecte enfin la note de service de 2024, qui réclament, à juste titre un statut de fonctionnaire... bref, qu'on les respecte. Et pour le coup, les réponses apportées par notre ministère sont pour le moins courtes et en tout état de cause très en deçà des attentes exprimées par les agent"es.

Mais ce coup de chaud est aussi lié aux fortes atteintes à la neutralité au sein de différents EPL que ce soit la neutralité politique à Rethel ou économique à Chateauroux.

Enfin, les pires coups de chaud concernent les collègues des [CFA-CFPPA](#) qui non seulement subissent les coupes drastiques de crédit du Ministère du travail et les choix tout aussi idéologiques des conseils régionaux menaçant les formations (et donc les engagements de la LOSARGA) et l'emploi. Sans compter un accord sur le temps de travail introuvable faute de directions employeurs qui persistent manifestement à ne pas vouloir que l'engagement ministériel à ce que les conditions de travail des ACB soient enfin améliorées ! Le 30 juin, l'Élan commun et [FO EA](#) appellent ainsi les personnels à mandater des délégué"es dans chacune des régions afin de venir interpeller le matin Monsieur le Ministre du travail et l'après-midi, Madame la Ministre de l'agriculture.

Pour conclure, nous souhaitons aborder la situation de FLORAC. La mise en application du Décret n° 2026-359 du 7 mai 2026 modifiant l'organisation et le fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur agricole publics nous inquiète quant au devenir du campus de Florac, lié jusqu'ici à l'école de Montpellier de l'Institut Agro. La création d'une direction EDUTER dédiée à la mission d'appui à l'enseignement agricole technique entraîne une profonde réorganisation et divise en 3 l'équipe du campus de Florac, remettant assez profondément en cause le fonctionnement actuel du site (la majeure partie de la quarantaine d'agent"es seront affecté"es à la direction EDUTER, les agent"es des services logistiques resteront sous la direction de l'IA Montpellier, et 2 collègues ayant parmi leurs fonctions la maintenance et le réseau informatiques rejoindront la Direction des Services Informatiques).

Nous y voyons une perte de cohérence, alors qu'aujourd'hui, chacun"e contribue activement aux activités « métiers » de l'appui. Cette situation implique le détricotage d'une organisation, qui, à terme, met en danger l'existence d'un site ancré dans un territoire unique en terme de biodiversité au service de missions nationales. De plus, les nouvelles modalités du Programme de Formation Continue qui privilégie de façon massive les stages de 2 jours en présentiel et les formations en distanciel fragilise également ce site et va enlever de la pertinence à ce qui est censé être un service public d'appui à l'enseignement agricole.

Le scénario envisagé pour test d'un an du maintien d'une direction sous une double hiérarchie, celle de l'école de Montpellier pour la gestion du site et celle de la direction EDUTER pour la gestion des activités semble un bon compromis aux collègues. Mais quelle est la véritable volonté de la DGER pour la suite ? Nous ne pouvons qu'être inquiet"es quant à l'avenir de ce campus déjà malmené suite à la fusion avec l'Institut Agro, aux problématiques d'identité du site et à la gestion RH déjà difficile à l'Institut Agro - campus qui constitue un atout fort pour l'enseignement agricole en offrant un espace-ressource immersif dédié à l'accompagnement des transitions.